LICENCE DROIT ECONOMIE GESTION
MENTION DROIT parcours public et privé
3^{ème} NIVEAU – SEMESTRE 5
GROUPE DE COURS N° 3
LICENCE 3^{ème} ANNEE MENTION ECONOMIE parcours double diplômant en Economie et Droit
LICENCE DROIT ECONOMIE GESTION
MENTION DROIT parcours Double diplômant en Droit et Gestion
3^{ème} NIVEAU – SEMESTRE 5
DROIT DES GROUPEMENTS ET DES SOCIETES 1
MARDI 13 DECEMBRE 2016
13 H – 16 H

L'usage du Code civil est autorisé

SUJET

Monsieur Paul Martin, son épouse et un couple d'amis à la suite d'une conférence ayant présenté le droit des sociétés comme une « boîte à outils » permettant d'optimiser des stratégies patrimoniales, décident de constituer ensemble une société dont l'objet social consiste dans la reprise d'actifs de société en liquidation judiciaire. Les 4 amis envisagent de constituer leur société sous la forme d'une SARL et de la dénommer « La faille ».

Avant l'immatriculation de la société, Monsieur Paul Martin signe avec un cabinet d'experts en fiscalité (Cabinet Patrexpert) un contrat d'assistance pour le compte de la SARL « La faille ». A la lecture du contrat, il apparaît cependant que l'accord est littéralement conclu entre Patrexpert et la SARL « La faille ».

Finalement, la société est immatriculée sous le nom « le gouffre » et sous la forme d'une SAS. En annexe des statuts déposés au greffe figurait une copie de l'accord.

Les honoraires prévus au contrat pour la première année n'ayant pas été acquittés, le cabinet assigne Monsieur Martin en paiement. Celui-ci refuse de payer faisant valoir que l'immatriculation l'a libéré de toutes obligations relativement à ce contrat.

Qu'en pensez-vous ?

Monsieur Paul Martin est également associé majoritaire d'une SAS constituée avec deux époux (Pierre et Marie Durand).

Ceux-ci, se fondant sur une clause des statuts prévoyant la possibilité d'une exclusion d'un associé en cas de conflit entre associés, décident de convoquer l'assemblée et de prononcer l'exclusion de Monsieur Martin. Ce dernier, en application de la clause, n'a pas été appelé à voter sur sa propre éviction. Pour Monsieur Martin la clause d'exclusion n'est pas valable car elle porte atteinte au droit de vote reconnu à tout associé. A-t-il raison ?

En réplique, Paul Martin souhaite pouvoir obtenir la révocation de Pierre Durand en qualité de dirigeant ; Or, les statuts prévoient que la révocation doit être décidée à l'unanimité.

Et M. Durand n'entend nullement voter dans le sens de sa révocation.... Pierre peut-il obtenir satisfaction ?